



**HAL**  
open science

## 2001-2021 : l'Argentine, fin de cycle ou enchaînement ?

Alexandre Roig

► **To cite this version:**

Alexandre Roig. 2001-2021 : l'Argentine, fin de cycle ou enchaînement ?. Les études du CERI, 2022, Amérique latine. L'Année politique 2021, 259-260, pp.67-72. hal-03676776

**HAL Id: hal-03676776**

**<https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/hal-03676776>**

Submitted on 10 Nov 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives | 4.0 International License

## 2001-2021 : l'Argentine, fin de cycle ou enchaînement ?

par Alexandre Roig

La « décadence » est un leitmotiv de l'historiographie argentine. Elle suppose un âge d'or (le modèle agro-exportateur de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle ou les gouvernements péronistes des années 1945-1955) ou exprime la frustration de ne pas être un autre pays comme l'Australie, le Brésil ou le Japon. Cette représentation engage un geste intellectuel et politique : celui de l'éloignement qui conduit à regarder toujours ailleurs ou en arrière.

Pourquoi l'Argentine *n'est pas* ou *n'est plus* ne permet pas de se demander ce que l'Argentine est. Cette approche par le regret éloigne d'une réflexion sur le concret. Et pourtant, la société argentine est aujourd'hui traversée par de nombreuses questions qui demandent à être formulées. D'autant plus en cette année de pandémie et de résultats électoraux qui consolident la croissance tendancielle d'Ensemble pour le changement. Ce parti « néolibéral », aujourd'hui opposé au gouvernement « progressiste » du Front de tous d'Alberto Fernández, avait perdu l'élection présidentielle en 2019, après avoir provoqué en quatre ans l'endettement le plus élevé de l'histoire du pays, une dévaluation du peso argentin de 550 % et une multiplication par deux du taux d'inflation (50 %). Deux ans plus tard, il gagne les élections législatives partielles en mobilisant un agenda de « stabilisation » économique qui n'est pas sans rappeler les gouvernements néolibéraux qui avaient conduit le pays à la crise de 2001. Certes, la pandémie et plusieurs erreurs du gouvernement actuel y ont contribué. Ce résultat électoral rend cependant compte de la volatilité du vote, de la polarisation politique, d'une société sous tension, et surtout de la continuité structurelle de forces sociales qui ont configuré la société des années 1990.

C'est peut-être pour cette raison que se multiplient dans l'espace public, dans les débats politiques ou dans le champ intellectuel, les références à la crise de 2001<sup>1</sup>. Ce n'est pas seulement au nom de la commémoration, de l'anniversaire. Elles semblent exprimer la sensation d'un retour du passé. La question du cycle 2001-2021 n'est donc pas qu'une question de bilan de deux décennies au hasard d'un calendrier, mais de processus historique que pose la société. Et lorsque l'interrogation s'élabore, l'ambiguïté est inévitable. Les sensations, les situations, certaines données objectives, comme le surendettement, l'inflation et les niveaux de pauvreté renvoient aux crises antérieures. Et pourtant, tout est différent. La société est bien plus organisée, les acteurs politiques ont changé, certaines institutions ont été réformées. Il y a une sorte d'enchaînement causal, d'imbrications historiques qui coexistent avec des formes sociales différentes. Plutôt que de définir un cycle politique qui suppose un début, une évolution et une fin, nous voudrions rendre compte de cet enchaînement différentiel. Nous entendons donner à voir les continuités et transformations institutionnelles, mais aussi les modifications des rapports de force et des agents qui les exercent.

Pour approfondir ce point, revenons à la crise de 2001. Elle a un statut historique et épistémologique singulier. C'est en effet une crise totale : à la fois politique, économique,

---

<sup>1</sup> Ce travail s'inscrit dans un processus de réflexivité sociologique, lié à vingt ans de recherche en Argentine et à différentes fonctions politiques et administratives, aujourd'hui comme secrétaire d'Etat pour l'économie sociale. Un grand nombre des données utilisées pour ce texte sont issues de cette forme d'observation engagée.

symbolique et juridique<sup>2</sup>. Le président De La Rúa a dû fuir le palais présidentiel en hélicoptère face à une véritable insurrection populaire, la loi de convertibilité qui établissait que « un peso égale un dollar » a été révoquée, la société s'est organisée en comités de quartiers et les chômeurs en grands mouvements sociaux. Les provinces ont remis en question l'union fédérale. Dans les esprits, les imaginaires eurocentrés se sont effondrés et dans la rue, un slogan a synthétisé le moment historique : « Qu'ils partent tous » (« *Que se vayan todos* »). Décembre 2001 a opéré comme une véritable bifurcation, qui s'est inscrite en même temps dans une causalité significative : la société qui s'est soulevée en 2001 revendiquait une « dignité » que le modèle de la convertibilité de 1991 avait mise à mal en « stabilisant » la monnaie que la crise d'hyperinflation de 1989-1991 avait pratiquement détruite. La société qui s'est recomposée après la crise de 2001 s'est inscrite dans le sillage de cet enchaînement. Tensions monétaires, tensions sur les formes d'organisation du travail et de la production, tensions sur le sens de la politique.

C'est autour de ce concept d'enchaînement différentiel que nous souhaitons développer notre analyse, depuis une sociologie du fait social total<sup>3</sup> qui nous permet de capter, dans les limites de cet espace d'écriture, les configurations institutionnelles, les conflits sociaux sous-jacents et les mouvements de société qu'ils engendrent. Nous les présentons sous forme schématique, pour rendre compte de logiques sociales, sans prétention d'exhaustivité. Ce n'est pas un récit chronologique, mais plutôt ce que nous pourrions nommer un récit agonologique<sup>4</sup> : raconter une histoire depuis ses principaux conflits. Dans le cas de l'Argentine : les dettes, les violences sexuelles et les conflits d'interprétation et de représentation de la société.

### **Le tissu de dettes...**

La crise de 2001 avait une dimension monétaire centrale. De 1991 à 2001, le régime économique s'est articulé autour de la convertibilité argentine. Sa rupture a transformé le système de dette aussi bien dans le monde financier que dans celui du travail et de la fiscalité.

Tout en déclarant un défaut de paiement de 145 milliards de dollars, le pays est sorti de la convertibilité<sup>5</sup> et les dettes internes en dollars ont alors été transformées en monnaie nationale à un taux différent de celui de la dévaluation monétaire générale. C'est ce que l'on a alors appelé la « pésification asymétrique ». Ce moment a ouvert un grand débat sur la valeur des dettes. Ceux qui avaient déposé des dollars dans le système bancaire ont réclamé leurs dépôts en monnaie nord-américaine. Les provinces ont émis des monnaies provinciales pour faire face à leurs obligations. Des clubs de troc se sont multipliés. Les salaires se sont effondrés. La pluralité monétaire, qui était en fait une réalité latente, est devenue manifeste.

---

<sup>2</sup> A. Roig, *La Moneda imposible. La convertibilidad argentina de 1991*, Buenos Aires, Fondo de Cultura Económica, 2016.

<sup>3</sup> M. Mauss, *Essai sur le don. Forme et raison de l'échange dans les sociétés archaïques*, Paris, PUF, 2007 ; B. Karsenti, *Marcel Mauss, le fait social total*, Paris, PUF, 1994.

<sup>4</sup> De *agôn* qui signifie conflit en grec.

<sup>5</sup> Le régime monétaire avait pour règle que pour un peso en circulation, il devait y avoir un dollar en réserve dans la Banque centrale. Le système permettait la libre circulation du dollar.

La question de la dette va dès lors occuper une place centrale dans la vie politique. En effet, alors que Nestor Kirchner avait décidé de liquider la dette avec le Fonds monétaire international (FMI) en 2005, et que le pays était entré en conflit avec les « fonds vautours » sous le gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner (2007-2015), Mauricio Macri s'est endetté auprès du FMI à un niveau jamais atteint. La finalité de ce surendettement externe apparaît aujourd'hui comme une énième tentative de soumettre le capital et les travailleurs argentins aux règles financières internationales, mais en même temps explicite le débat sur la dette en Argentine. Aujourd'hui, tout le pays vit au rythme de la mise en œuvre des accords avec le FMI. L'inflation, les taux de change, les stocks de dollars nécessaires pour soutenir les importations en dépendent. Et cette centralité de la question financière dans la société argentine a une relation de cause à effet avec le monde du travail.

Depuis 1995, le chômage s'est installé en Argentine et a atteint près de 27 % au moment de la crise de 2001. Vingt ans plus tard, ce chiffre est incalculable. Près de 50 % de la population est dans l'informalité. Pendant le kirchnerisme, six millions d'emplois ont certes été créés, mais cela n'a permis que de freiner la décomposition de la société salariale, pas de renverser le processus.

La structure du marché du travail est telle qu'aujourd'hui, on compte autant de travailleurs privés actifs (6,5 millions) et un peu plus de travailleurs publics (3,5 millions) que dans les années 1970, mais le double de passifs. Du fait de la croissance de la population et de l'absence de régulation des nouvelles formes de travail, en 2021, dix millions de personnes en âge de travailler ne sont pas décomptées dans les statistiques, encore moins par les institutions salariales. Elles travaillent – personne en Argentine ne vit uniquement de politiques sociales – mais en dehors de toute institution susceptible de valoriser effectivement leur travail. Elles se sont désinstitutionnalisées, ce qui ne veut pas dire qu'elles ne soient pas inscrites dans une relation sociale<sup>6</sup>.

En d'autres termes, la dette que constitue le travail<sup>7</sup> n'est pas valorisée par des opérations sociales et fait donc l'objet de conflits récurrents. Ce manque d'institutionnalisation du travail a cependant été accompagné par l'organisation syndicale des chômeurs, autour de ce que l'on appelle en Argentine « les mouvements sociaux » et « l'économie populaire ».

Ce déplacement du conflit social salarial au conflit social de valorisation a son corollaire sur le plan fiscal. En effet, la crise de l'institution salariale ne permet pas le bon fonctionnement des processus de distribution de la richesse. Elle entraîne donc des processus de redistribution à travers le salaire indirect ou les transferts monétaires de la part de l'Etat. Dans tous les cas, ces politiques, qui ont permis de diminuer la pauvreté et de soutenir la consommation (comme l'Assigment universelle par enfant ou la retraite universelle) ont impliqué une augmentation de la pression fiscale pour les gouvernements kirchneristes ou une réduction des dépenses pour le gouvernement macriste.

---

<sup>6</sup> P. Chena, A. Roig, « L'exploitation financière des secteurs populaires argentins », *Revue de la régulation*, n° 22, 2017 (<https://journals.openedition.org/regulation/12409>).

<sup>7</sup> M. Mauss, *Essai sur le don...*, *op. cit.*

De ce fait, sur la période 2001-2021, trois grands conflits sociaux étaient liés à des questions fiscales : le conflit avec « la campagne » en 2008, autour de l'imposition à taux variables (les rétentions mobiles ou droits d'exportation) qui a inauguré une tension, toujours à l'œuvre, entre le kirchnerisme et les secteurs de l'agroproduction ; le conflit sur les « impôts sur le gain » (sorte d'impôts sur le revenu), qui a provoqué une rupture des relations entre le gouvernement de Cristina Fernandez de Kirchner et le puissant syndicat des camionneurs ; le conflit sur la réforme du système des retraites (dans ce cas pour diminuer les dépenses publiques) sous le gouvernement de Macri. Ces conflits exprimaient tous les tensions entre revenus publics et dépenses publiques dans une société où les dettes financières et les dettes du travail sont prises dans des régimes conflictuels. Les gouvernements progressistes privilégient la redistribution, les gouvernements néolibéraux la diminution des dépenses.

Cette tension qui traverse ces vingt années se fonde sur une question, un débat, une dispute : comment compter les dettes ? Qui doit à qui, et combien ? Comment se pose la question des devoirs et des obligations ? Qui peut décider d'endetter ou pas ? C'est bien la question de toute société hiérarchisée. Mais depuis la crise de 2001 en Argentine, le système général de dette n'est pas stabilisé, tant sur les plans financier, du travail que fiscal, et cette tension est centrale et explicite. Cette conscience est d'ailleurs au cœur de la façon dont se pose la question de la violence, et en particulier de la violence de genre.

### **...révèle les violences...**

Phénomène singulier au niveau mondial, l'Argentine a été à l'avant-garde de l'organisation du conflit de genre. Le 8 mars 2015, différents collectifs féministes ont organisé une manifestation pour dénoncer les crimes machistes. Le slogan était alors « Pas une de moins » (« *Ni una menos* ») et dénonçait l'assassinat des femmes en raison de leur appartenance au sexe féminin. Ce concept va se traduire en droit, avec la création légale du concept de « féminicide ». Le mouvement féministe s'est rapidement articulé au conflit financier et au conflit du travail avec la dénonciation des dettes financières – « Nous nous voulons désendettées » (« *Desendeudas nos queremos* ») – et la grève mondiale de femmes le 8 mars 2017.

Ce conflit social, qui s'articule aux tissus de dettes évoqué plus haut, a la vertu de l'explicitation. En effet, il rend compte du caractère central de la violence dans la dynamique sociale, où le déphasage entre la subjectivité masculine et la réalité socio-économique est signalé par certaines auteures comme l'une des clés d'interprétation de cette violence : « le manque de correspondance entre les positions et les subjectivités dans ce système articulé mais pas complètement consistant, produit et reproduit un monde violent »<sup>8</sup>.

Les féminismes parviennent ainsi à nommer la violence, ce qui est en soit une prouesse dans un monde occidental qui la nie, dans une organisation économique qui la dissimule. Car *in fine*, le système général de la violence tient aux formes de régulation des dettes qui valorisent ou dévalorisent les personnes dans une société. C'est pour cette raison que les

---

<sup>8</sup> R. Segato, *Las estructuras elementales de la violencia*, Buenos Aires, Prometeo, 2017.

féminismes vont produire des effets de mouvement de la société suffisamment puissants pour perturber une grande partie de l'ordre symbolique en Argentine, ordre mis à mal par une crise globale d'interprétation de la réalité.

### **...d'une société en crise d'interprétation et de représentation**

Le kirchnerisme a structuré, comme l'un de ses conflits centraux, le conflit avec les médias, et en particulier avec le groupe Clarín, l'un des principaux groupes multimédias du pays. Il s'est articulé autour de la loi des médias qui prétend réguler la concentration médiatique. Dans l'espace public, cela s'est traduit par le slogan « Clarín ment » (« *Clarín miente* »). Ce conflit a engendré des effets de polarisation qui ont étendu le soupçon de mensonge à l'ensemble de médias. Ce n'est plus un journal, mais l'ensemble du journalisme qui est mis sur la sellette par les gouvernements kirchneristes.

Mais ce n'est pas le seul phénomène qui fait douter des références publiques. Durant le kirchnerisme, à la suite de la manipulation des données par l'Institut national des statistiques (Indec)<sup>9</sup> et pendant plus de huit ans, près de vingt-sept indices différents permettaient de mesurer l'inflation ou la pauvreté. L'objectif du gouvernement était alors de payer moins de dette (indexée sur l'inflation), mais cela a provoqué une crise de confiance dans la parole publique.

A cela s'ajoute, notamment sous le gouvernement de Macri, un usage politique de la justice à travers le montage de procès publics contre des centaines de fonctionnaires du gouvernement antérieur. Ce processus appelé « *lawfare* », qui a également été utilisé au Brésil contre Lula, a eu des effets politiques profonds en termes de crise de confiance institutionnelle. Il s'est de surcroît articulé avec la crise médiatique et la crise des comptes publics : ceux qui « disent le droit » (*juri dictio*) sont totalement questionnés. Outre les emprisonnements politiques, littéralement injustes, rappelons le limogeage de Gils Carbó, un des procureurs de la nation les plus respectables qu'ait connus l'Argentine, accusé à tort d'avoir « mal loué » un immeuble.

Le bilan sur le plan symbolique est aujourd'hui désastreux. Les mécanismes sociaux d'autorisation de la parole sont remis en question. Qui croire, que croire ? La « post-vérité » en Argentine est le fruit de la déconstruction des institutions qui stabilisaient l'interprétation du monde. Comment ne pas voir les dangers que cela entraîne pour la représentation politique ?

Les élections législatives de 2021 révèlent en ce sens plusieurs enseignements. L'un d'entre eux est la montée de l'extrême droite autour de Javier Milei, dont le discours haineux anti « caste politique », comme lui-même le définit, est bien moins inquiétant que son corps enragé. Un signifiant qui exprime si bien le signifié de son nom de famille : Milei, Ma-loi. Particulièrement appréciée par les plus jeunes, cette expérience individualiste contemporaine a recueilli 17 % des voix dans la ville de Buenos Aires.

Au centre, ce que le monde médiatique a appelé « *La grieta* », la brèche. Ce concept prétend rendre compte d'une polarité stabilisée sous forme d'alliance de partis politiques – Ensemble

---

<sup>9</sup> Cette intervention sur les chiffres publics a fait suite à une décision liée au calcul de la dette externe, qui était indexée au taux d'inflation. L'Indec a par la suite changé sa méthodologie pour diminuer la mesure de l'inflation.

pour le changement et le Front de tous – mais exprime en fait le problème de la représentation politique dans un monde ininterprétable. La pandémie, ce processus social d'enferment, ce conflit sans ennemis à culpabiliser ou responsabiliser, cette succession de jours où l'on compte les morts sans pouvoir en faire le deuil, n'a fait qu'approfondir la crise de sens. Comment représenter un monde qui n'est pas explicable ?

### **Désenchaîner l'Argentine**

Le processus 2001-2021 n'est pas un cycle. C'est un enchaînement différentiel qui construit un tissu de dettes qui approfondit les violences sociales et met en crise l'interprétation et la représentation de la société. L'analyse succincte de ce processus met en évidence le problème d'une société qui vit encore selon les règles des années 1990, du moins en ce qui concerne le système financier, fiscal, salarial et politique.

L'Argentine est enchaînée par ses institutions alors que les forces sociales veulent faire bouger la société. Elles y parviennent quelque peu. Ce fut le cas des féminismes et de l'économie populaire. Mais ces mouvements de société ne peuvent se réduire à l'idée de nouveau pacte ou contrat social comme le prétend souvent la représentation politique. Lorsque la société veut se désenchaîner, ce n'est pas une question contractuelle ou de dialogue. Il s'agit bien plus de laisser l'organisation sociale instituer de nouvelles règles pour accompagner le mouvement d'une société qui, heureusement, est encore traversée par un désir profond de justice sociale. Il s'agit d'assumer qu'aujourd'hui, il faut laisser la société et ses contradictions s'exprimer. Dans une Argentine où l'interprétation de la réalité sociale n'est pas stabilisée, où ceux qui prétendent parler « au nom de la société » ne sont pas légitimés, où les violences sont explicitées, où les dettes sociales sont visibilisées, personne ne peut se substituer aux processus collectifs. S'ils prétendent le faire, ils risquent de parler au nom de « ma-loi », un nouvel enchaînement que produisent les régimes autoritaires.

**Pour citer ce chapitre** : Alexandre Roig, « 2001-2021 : L'Argentine, fin de cycle ou enchaînement ? », in O. Dabène (dir.), *Amérique latine. L'année politique 2021/Les Etudes du CERI*, n° 259-260, janvier 2022 [en ligne : <https://doi.org/10.25647/etudesduceri.259-260>].